

CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AU RACCORDEMENT FINAL

SYNTHESE

La partie terminale des réseaux filaires en est une composante essentielle, évidemment indispensable pour un accès effectif aux services, représentant entre le quart et le tiers du coût total du réseau, complexe à déployer au sein de multiples domanialités privées, puis concentrant une grande partie des opérations de maintenance.

Le sujet du raccordement final a été à ce stade peu cadré par la régulation, du moins par comparaison au segment horizontal. Nous remercions l'Autorité d'avoir pris l'initiative de la présente consultation. Il nous semble que les trois principaux enjeux en sont :

- l'universalité d'accès au très haut débit ; le cuivre a été le support de l'universalité d'accès au téléphone ; la fibre sera le principal support de l'universalité d'accès au très haut débit lorsque dans dix ans le cuivre aura disparu ; assurer cette universalité d'accès est indispensable, sera complexe, aura un coût important ; il faut anticiper pour lisser les dépenses et les opérations sur la prochaine décennie ;
- le déséquilibre des relations entre opérateurs d'immeuble et opérateurs commerciaux ; que ce soit en mode STOC ou OI, les opérateurs commerciaux supportent 100% des coûts des raccordements finals, s'acquittent d'une dime mensuelle, supportent le risque technique et commercial du raccordement ; la situation de monopole local des opérateurs d'immeuble leur a permis d'imposer des contrats léonins et de s'enrichir sans cause ; ce déséquilibre décourage un investissement pourtant indispensable des OC pour migrer les abonnés vers la fibre au cours de la prochaine décennie ;
- le dernier sujet, moins structurel, concerne la qualité de réalisation des raccordements finals et l'organisation des relations entre opérateurs d'immeubles et commerciaux ; la sous qualité est une conséquence de la rapidité ; des mesures correctrices ont été adoptées en 2020 ; d'autres peuvent encore être inventées ; la recherche légitime de qualité ne doit pas obérer l'objectif premier, qui sera d'atteindre rapidement en zone publique des taux de pénétration très haut débit similaires à ceux de la zone privée, ce qui est encore loin d'être le cas.

Ces trois sujets seront abordés successivement ci-après. Les réponses détaillées aux questions de la consultation, figurant en pages suivantes, en découlent.

Assurer l'universalité d'accès au très haut débit

L'accès aux services de communication électronique est un bien essentiel. Il est de notre responsabilité collective, des pouvoirs publics et des entreprises du secteur, d'assurer une universalité d'accès.

Le réseau cuivre, sur lequel a reposé historiquement cette universalité, est en voie d'obsolescence. Il n'assure déjà plus les débits et la qualité de service minimale attendus et est appelé à disparaître à l'issue de la décennie. L'universalité de l'accès sera alors principalement assurée par les réseaux en fibre optique et, à titre subsidiaire, par les offre fixes sur réseaux mobiles (FWA).

La future universalité d'accès très haut débit doit être pensée et financée dès aujourd'hui. L'universalité d'accès à Internet fait partie des missions d'Iliad. Laisser certains de côté constituerait par ailleurs une bombe à retardement, génératrice dans cinq ou dix ans de contestation sociale et de décisions politiques prises dans l'urgence, vraisemblablement inefficaces et coûteuses.

L'universalité de déploiement horizontal est déjà pour l'essentiel financée par des subventions publiques, dans le cadre du programme national très haut débit. Une rallonge récente devrait permettre de combler les

financements des projets retardataires. Le reste à financer sera alors probablement relativement marginal à l'échelle du budget de la nation, quelques centaines de millions d'euros au plus.

En revanche, l'universalité de raccordement effectif en aval du point de branchement (PBO) n'est, à ce stade, pas assurée. On peut estimer qu'environ 15% des abonnés dits raccordables ne le sont en fait pas¹. Sollicité par l'abonné, aucun opérateur ne le raccorde effectivement à un service très haut débit sur fibre optique.

La dépense non financée nécessaire pour assurer dans les dix ans une universalité d'accès très haut débit est de plusieurs milliards². Il existe a priori trois mécanismes principaux pour financer cette dépense :

- un système de subventions publiques ; une nouvelle taxe sectorielle, venant alimenter un FANT, subventionnant les réseaux fibres ruraux ; pour le secteur, c'est probablement le moins efficace et le plus dangeureux. Outre le risque de désincitation de l'investissement privé, il est ; [...] probable que, la taxe soit versée ad vitam aeternam au budget de l'Etat sur le modèle de la taxe France Télévision ;
- faire financer les raccordements compliqués par les moins coûteux, au sein de l'écosystème FttH ; cette option nous paraît nettement moins optimale que la mobilisation d'un service universel réformé (cf. point suivant) : fragilité juridique, assiette économique quatre fois plus étroite, et déclinaison au sein des contrats locaux rendant difficile la péréquation interterritoriale ;
- un nouveau service universel très haut débit financé par les opérateurs fixe et mobile sur la base de leur chiffre d'affaires ; le service universel est juridiquement déjà construit pour financer l'universalité d'accès au service ; un service universel du bon haut débit est déjà prévu à partir de 2023 ; le service universel est fondé sur une l'assiette de financement la plus large possible.

De nombreux dispositifs peuvent être envisagés pour mettre en place un SU THD venant aider à financer les raccordements que les seules forces du marché et des contrats de délégation de service public existantes ne permettent pas de construire.

On peut imaginer à terme que les OI RIP soient désignés opérateur de SU THD local, en charge de la construction, en mode OI, des raccordements complexes. On peut imaginer un OC désigné à l'échelle nationale, en charge de la construction des raccordements complexes sur tout le territoire.

A court terme, un consortium composé d'opérateurs fixe et mobile, en charge du SU, pourrait assurer une desserte universelle en bon haut débit, en utilisant le FttH pour les logements raccordables et le FWA, de manière transitoire ou pérenne, lorsque le FttH n'est pas encore déployé.

En tout état de cause, il serait raisonnable qu'un et un seul opérateur soit responsable de la construction de raccordements complexes et de l'universalité d'accès au service dans une zone donnée, pour deux raisons :

- il faut un service universel du haut et du très haut débit ; pour être exerçable, ce droit du consommateur doit être opposable à une entreprise désignée ; si le consommateur est confronté à une pluralité d'acteurs, dont aucun n'est pleinement responsable cela ne peut pas fonctionner³ ;

¹ Cette proportion peut évoluer dans le temps, mais il n'est pas évident à ce stade de savoir si les facteurs haussiers ou baissiers prévaudront. Les facteurs haussiers sont le déplacement des raccordements vers la zone rurale, le comportement déviant de certains OI éloignant le PBO des abonnés, et l'existence de raccordable à la demande pour lesquels le PBO n'est même pas posé ni financé. Le facteur baissier est l'augmentation de la disposition payer des abonnés pour réaliser les infrastructures d'accueil, tranchée ou fourreaux, leur incombant sur la propriété privée du fait de l'augmentation des besoins de très haut débit et de l'extinction annoncée du cuivre.

² 33 millions de demandeurs effectifs x 15% d'échecs x 1000 € = 5 Mds€

³ [...]

- le secteur télécom ne doit pas payer pour les dépenses intérieures à la propriété privée⁴ ; il faut des règles claires sur le périmètre pouvant être pris en charge par la communauté, c'est compliqué si le consommateur peut faire « jouer la concurrence » entre plusieurs offreurs de service universel.

Responsabiliser les OI et mobiliser leur capacité financière sur le segment du raccordement final

Le propos développé dans cette partie concerne principalement la zone privée et est indépendant du mode de production du raccordement final. Dans le schéma actuel des contrats d'accès :

- les OC financent intégralement le raccordement final ;
- le raccordement final intègre le patrimoine des OI et augmente la valeur de leurs réseaux ;
- les OC portent l'ensemble du risque technique et économique lié au raccordement final.

Cette relation est déséquilibrée au détriment des OC. Il est nécessaire de remédier à ces déséquilibres, qui altèrent le jeu concurrentiel et freinent les capacités d'investissement, alors que plus de cinq milliards d'euros doivent encore être investis dans les raccordements finals.

Un déséquilibre entre financement et création de valeur

La réalisation d'un raccordement final suppose un travail et des coûts amont des opérateurs d'immeuble et des opérateurs commerciaux pour déployer le réseau horizontal, mais également pour commercialiser des accès fixes⁵ et des offres attractives, puis convaincre les abonnés de migrer vers la fibre.

L'acte de construction du raccordement final crée de la valeur pour les opérateurs commerciaux, qui pourront proposer des offres plus performantes à l'abonné avec un revenu moyen légèrement plus élevé. La construction du raccordement final crée aussi beaucoup de valeur pour l'opérateur d'immeuble :

- la valeur patrimoniale d'un réseau entrant chez les abonnés est bien supérieure à la valeur d'un réseau passant dans la rue ; la sous-pénétration et la sous-valorisation du câble en France a résulté en grande partie du fait que si 10 millions de ménages étaient réputés éligibles, moins de la moitié dispose en pratique d'une prise dans leur logement ;
- les revenus annuels de l'opérateur d'immeuble dépendent également du nombre de raccordement construits ; sans raccordement il n'y a ni revenu récurrent lié à l'horizontal ni perception du tarif de maintenance du raccordement final ; un raccordement construit aujourd'hui crée une valeur significativement plus élevée pour l'OI qu'un raccordement construit dans trois ou quatre ans.

On pourrait débattre à l'infini pour savoir si la construction du raccordement final crée davantage de valeur côté OC ou côté OI. Ce qui est indiscutable en revanche, c'est qu'il existe une création de valeur côté OI. Il est donc anormal que 100% du coût du raccordement final soit assumé par l'OC et 0% par l'OI. Les participations financières respectives des OC et OI à la construction du raccordement final pourraient être de moitié - moitié, deux tiers - un tiers, au pire 80% - 20%, mais une répartition 100% - 0% est injustifiable.

Le tarif récurrent du raccordement final induit enrichissement sans causes et subventions croisées

⁴ Les dépenses intérieures à la propriété privée sont accessoires à cette propriété privée. Ces dépenses, comme pour l'eau, l'électricité ou l'assainissement sont à la charge du propriétaire. Il peut exister par ailleurs, hors service universel, comme pour des travaux d'isolation, des aides fiscales ou en faveur de certaines catégories de ménages.

⁵ L'économie de réseaux fixe dépend de leur taux de pénétration. Ce taux de pénétration ne peut pas être considéré comme ni une vérité absolue ou une donnée exogène au marché, d'autant plus dans un contexte de substituabilité croissante entre fixe et mobile. Ce taux de pénétration varie très significativement d'un pays à l'autre. Le taux de pénétration du FttH en France, pressenti par le FttH Council comme parmi les plus élevé du monde en 2026 résultera en grande partie des efforts des opérateurs commerciaux français pour proposer des offres fixes attractives, sur les plans techniques, fonctionnels et tarifaires.

La très grande majorité des opérateurs commerciaux réalisent eux-mêmes les opérations de maintenance du raccordement final. L'abonné dont l'accès ne fonctionne plus n'a ni Internet ni téléphone fixe ni télévision pendant plusieurs jours. Il pose une demi-journée de RTT pour accueillir le technicien de son opérateur commercial, qui localisera le défaut au sein de la box, sur le raccordement final ou au brassage PM. L'abonné souhaite évidemment que son accès Internet fonctionne lorsque le technicien part. Une réponse du type « *je vois le défaut, il est sur votre raccordement final, mais je ne le répare pas, un autre technicien viendra probablement la semaine prochaine le réparer* » serait inacceptable. Les opérateurs commerciaux se sont donc organisés pour envoyer des équipes capables de réparer à la fois les défauts sur les box et sur les raccordements⁶.

Nous évaluons la répartition des défauts de la manière suivante, lorsque l'OC n'est pas verticalement intégré avec l'OI. Le coût de l'exploitation maintenance supporté par l'OI sur le raccordement final pour les OC non verticalement intégré nous semble être au maximum de l'ordre de 0,1 € par mois. Le tarif pratiqué, supérieur à 0,6 € par mois est donc déraisonnable au regard des coûts sous-jacents pour l'OI.

Ce tarif induit de surcroît une subvention croisée au bénéfice de l'OC verticalement intégré, dont l'ensemble des coûts de maintenance du raccordement final sont facturés par l'OI à un tarif de 0,6 € par mois, inférieur aux coûts réels de maintenance du raccordement supportés par les OC non verticalement intégrés.

Taux de défaut annuel par ligne : 10%		
Dont 8% sur le raccordement final et le brassage PM		Dont 2% sur l'horizontal, signalé à l'OI et traité par l'OI
Dont 7,5% gérés par l'OC	Dont 0,5% signalés et gérés par l'OI	

Le portage du risque technico-économique du raccordement par les OC est inefficace et inéquitable

Les raccordements sont payés par les OC. Chaque OC finance la quote-part d'amortissement du raccordement pendant que celui-ci est utilisé. En cas de changement d'opérateur, un système de droit de suite permet a priori de transmettre le capital non amorti d'un OC au suivant. Il existe néanmoins une part de risque lié à la perception du droit de suite. Les risques de non perception du droits de suite sont notamment :

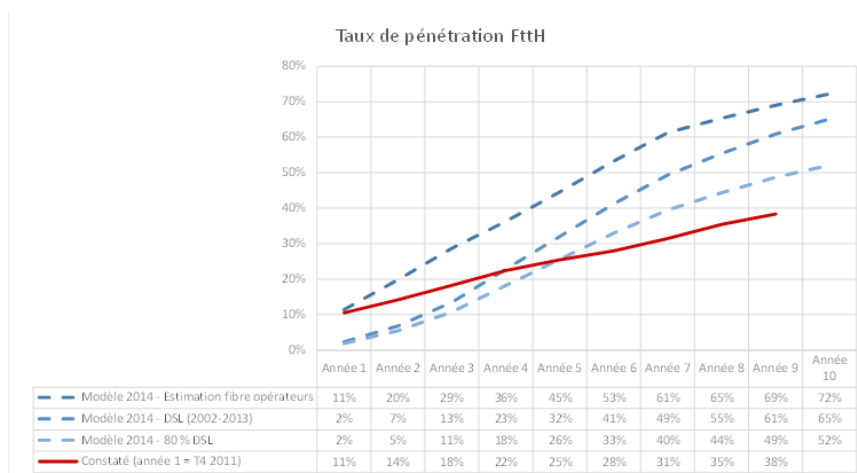
- le raccordement n'est plus utilisé par l'abonné final ; le logement est vacant ou utilisé par intermittence ; l'abonné n'a plus besoin d'Internet ou se contente d'une offre mobile ;
- le raccordement, après une période de vacance ou des travaux n'est pas utilisable ; le nouvel opérateur en reconstruit un et ne paye pas le droit de suite ;
- le raccordement préexistant est utilisable mais le nouvel OC en construit un autre, parce que l'abonné veut la prise à un autre endroit ou que le coût de reconstruction est inférieur au droit de suite ;
- le raccordement est utilisable et utilisé, mais une erreur d'étiquetage conduit à lui attribuer un nouveau numéro de PTO, et le droit de suite n'est jamais versé ;
- le raccordement est utilisable et utilisé, mais le nouvel opérateur est défaillant ou en litige avec l'OI et ne s'acquitte pas du droit de suite, qui n'est alors pas reversé à l'OC précédent ;
- le raccordement est utilisé, le nouvel OC verse le droit de suite à l'OI, mais l'OI, volontairement ou du fait de problèmes informatiques ne verse pas le droit de suite à l'OC précédent.

⁶ Nous pensons que ce schéma est identique lorsque l'OC est verticalement intégré avec l'OI, qu'en pratique l'OC verticalement intégré ne met pas en place un système de double rendez-vous et qu'il n'existe pas de distinction claire entre les intervenants de l'OC et de l'OI verticalement intégré. La manière dont ce processus est organisé techniquement, économiquement et juridiquement serait intéressant à connaître, lorsque l'OI et l'OC verticalement intégré sont la même personne morale et aussi lorsqu'ils ne le sont pas, notamment en zone d'initiative publique.

Cette litanie de risques peut sembler théorique ou prêter à sourire. Concrètement, sur la zone AMII Orange, qui est celle où nous avons le plus de raccordements et d'ancienneté, donc de churn, nous estimons que les droits de suite non payés à Free par Orange s'élèvent à [...]. Le montant des droits de suite sur les raccordements que nous avons construits et que nous avons résilié suite à la perte de l'abonné s'élèvent à [...]. Sur ce montant, Orange nous a versé à date [...]. Nous ne connaissons pas la ventilation entre les différentes causes précédemment énumérées.

Cette asymétrie de partage du risque entre OC et OI est évidemment inéquitable. Le raccordement final intègre le patrimoine de l'OI, et dès lors qu'il n'exploite plus l'accès l'OC n'a plus aucun droit dessus. Il est donc anormal que l'OC supporte un quelconque risque financier en cas de destruction, d'évolution technologique, de doublonnage du raccordement ou d'insolvabilité d'un autre OC. Il est symétriquement anormal que l'OI, qui possède le raccordement final n'en supporte ni coût ni risque. Le système actuel en vigueur dans les zones AMII, où l'OI est peu intéressé au devenir du raccordement final, et surtout à celui de l'éventuel droit de suite est inefficace. Les risques c. à f. peuvent être modérés par le contrat d'accès, qui pourrait proscrire ou circonscrire la construction de raccordement multiples, et par des audits périodiques ou annuels visant à identifier les successions sur les raccordements finals. Y compris en cas de perte de référence PTO, l'objet physique reste le même et est identifiable au PBO, et dans une proportion des cas plus simplement par le plot au PM.

Le portage de l'ensemble du risque du raccordement final aux OC désincite à l'investissement dans les raccordements, ce qui est absurde dans la période actuelle où le rythme d'extension horizontale est supérieur au rythme de migration vers la fibre, et où les taux de remplissage des réseaux ne progressent pas assez vite. Cette progression ralentie est illustrée par le décalage entre les hypothèses de taux de pénétration formulées par l'Arcep et la réalité du taux de pénétration constaté :



Concrètement, certains OC peuvent être amenés à piloter leur rythme de migration vers la fibre en fonction de contrainte de capex ou d'endettement. Surtout, le niveau de risque sur les raccordements finals est tellement élevé que les OC ne peuvent pas utiliser de levier financier ni de structure filiale de portage, comme l'ont permis les filiales d'Iliad, de SFR et de Bouygues Telecom sur l'horizontal.

Dans certains RIP, la mensualisation du tarif d'accès au raccordement final permet en pratique de corriger la distorsion de portage du risque. Sous cette modalité, l'OI est directement intéressé au bon fonctionnement du raccordement final, à sa préservation dans le temps car il en supporte le coût et les risques. Pour autant, seul l'effort financier d'immobilisation de capex effectué par l'OI est rémunéré dans la définition du niveau tarifaire mensualisant le coût.

L'ensemble des problèmes soulignés ci avant ne seraient pas épuisés par une hypothétique généralisation de cette pratique, en ce qu'elle ne permet pas aux opérateurs commerciaux d'accéder aux mêmes droits que le

cofinancement prévu par le cadre réglementaire. Nous soulignons toutefois que les OI RIP ont été en mesure de rééquilibrer, sous certaines modalités particulières, les conditions contractuelles léonines en zone AMII. L'absence de régularisation de cette situation pour les modalités d'accès en cofinancement dans ces zones en serait d'autant plus singulière et inacceptable.

Les relations OI OC pour la construction du raccordement final et le mode STOC

Les deux modes d'organisation du marché, celui où les OC construisent le raccordement final et celui où les OI construisent le raccordement final, sont tous les deux envisageables, et diffèrent d'ailleurs d'un pays à l'autre⁷. Le mode d'organisation actuel du marché français a été décidé il y a une dizaine d'année⁸.

Un système de production industriel est désormais établi. Le système de production mis en place par Iliad permet de construire plus d'un million de raccordements par an, implique 2 500 salariés internes et 12 000 chez nos sous-traitants, des dizaines de contrats de sous-traitance, des flux financiers de plusieurs centaines de millions par an. Le marché est entré dans la période de pic de production de raccordements FttH. Un changement de mode d'organisation industriel n'est aujourd'hui pas réaliste, ou alors au prix de lourdes conséquences opérationnelles, sociales, économiques et juridiques, que personne ne voudrait assumer. Il s'agit donc d'optimiser l'existant.

La sous-qualité est la contrepartie de la rapidité

L'électrification de la France a été réalisée en plus de trois décennies. Le déploiement et le raccordement de la quasi-totalité des ménages au téléphone a duré deux décennies, avec des pics de production à deux millions de nouvelles prises téléphoniques par an et des délais d'attente de six mois. Les pouvoirs publics ont souhaité un fibrage de la France deux fois plus rapide, en à peine plus d'une décennie, avec un pic de raccordement à quatre millions de prises FttH par an. Il n'y a pas d'attente pour la construction du raccordement FttH.

Depuis cinq ans, le rythme de production de raccordement FttH augmente chaque année. Une partie significative des raccordements est réalisée par des salariés et des entreprises locales, qui ne faisaient pas ce métier un an auparavant. La sous-qualité est une conséquence quasi-mécanique de la rapidité, largement indépendante du mode de production OI ou STOC. Nous pensons que la situation va s'améliorer structurellement, car le rythme de raccordement FttH est désormais proche du plateau. Dans cinq ans, le secteur aura le problème inverse, avec davantage de salariés qualifiés que de raccordement à effectuer.

Les processus de contrôle de qualité sont en cours de déploiement

Les opérateurs ont défini l'année dernière les processus et le contenu du compte rendu d'intervention enrichi, comprenant des photographies avant et après chaque intervention des opérateurs commerciaux et de leurs sous-traitants. Free a déployé ce CRI enrichi sur l'ensemble du territoire. Il s'agit a priori d'un outil efficace de contrôle en temps quasi réel de la qualité et traçage des responsabilités des éventuelles malfaçons. Pour que ce dispositif fonctionne, il faudrait néanmoins deux conditions :

- qu'il soit déployé par l'ensemble des opérateurs commerciaux, afin qu'il y ait une double contrôle effectif, que les photographies de fin d'intervention d'un OC puissent être comparées aux photographies de début d'intervention du suivant ; ce n'est pas le cas à date ;
- que les OI regardent effectivement les photographies avant après, ce qui n'est pas non plus le cas à date ; nous avons envoyé depuis début 2020 plusieurs centaines de milliers de photographies avant après aux OI, ce qui coûte du temps et de l'argent ; nous n'avons eu aucun retour.

⁷ En Italie, le seul mode existant est celui où les OI construisent le raccordement final.

⁸ Règlements de différend n° 2011-0846 et n° 2011-0893

Nous souhaitons que l'année 2021 puisse voir la mise en place d'un contrôle effectif de la production du raccordement final au moyen des outils définis en 2020. Il serait contre-productif de se lancer aujourd'hui dans un nouveau concours Lépine pour inventer d'autres processus et dispositifs, tant que ceux déjà définis n'ont pas été effectivement déployés, tant côté OC que côté OI, et que leurs effets n'aient pas été évalués.

Les OI doivent assumer leur responsabilité opérationnelle dans la production des raccordements

La production du raccordement final en mode STOC, où l'OC intervient en tant que sous-traitant de l'OI, est un processus et une responsabilité partagée entre OC et OI. L'OC est responsable du déploiement du raccordement final dans les règles de l'art, et doit fournir à son donneur d'ordre les moyens de contrôle de son exécution, via le compte-rendu enrichi en particulier. Nous pensons nécessaire que l'Autorité réaffirme que l'opérateur d'immeuble a une part de responsabilité dans la production des raccordements finals, et en particulier :

- de la pose du PBO à proximité des logements à raccorder ; c'est une évidence, mais l'OC en charge du raccordement final n'est pas en charge, ni techniquement ni économiquement, du déploiement horizontal du réseau qu'il cofinance par ailleurs ;
- de la fourniture d'informations préalable correctes, ce qui suppose notamment l'établissement d'un casage préalable permettant d'affecter les locaux raccordables à un PBO à proximité suffisamment dimensionné pour accueillir un raccordement effectif ;
- de l'existence, ou le cas échéant de la création, d'une infrastructure de génie civil d'accueil mobilisable entre les PBO désignés et le logement à raccorder ; ce sujet est une cause d'échec importante des raccordements⁹ ;
- Et, nous l'avons déjà mentionné en partie précédente, l'OI est également en charge du contrôle effectif des prestations réalisées, de la supervision et du maintien en bon état du réseau, dont les points de mutualisation, permettant un raccordement effectif des abonnés¹⁰.

Free a signé en début d'année deux nouveaux contrats de sous-traitance en mode STOC. Nous fournissons un exemple en annexe, car il illustre bien le déni de responsabilité de certains OI dans la production des raccordements finals. Les responsabilités de l'OC sont définies et il y a sept pages de pénalités et frais de reprises divers s'appliquant dans les cas de malfaçons. En revanche, contractuellement, l'OI semble n'être responsable de rien. Aucune pénalité ne s'applique, même dans le cas où l'opérateur d'infrastructure désigne à son sous-traitant un PBO qui n'existe pas, que le sous-traitant immobilise donc un créneau, du temps et de l'argent, pour un échec de raccordement manifestement de responsabilité OI.

⁹ Deux causes d'échec importantes de raccordement liées à l'absence de génie civil mobilisable sont :

- PBO est posé d'un côté de la rue mais il n'y a pas de génie civil pour raccorder les logements de l'autre côté ; il n'y a pas de fourreaux ; les appuis aériens ne sont pas assez hauts pour permettre une traversée compatible avec le gabarit potentiel des engins roulants, camion ou engins agricoles ;
- le PBO et le logement sont situés du même côté de la route, mais dans le cas de maisons individuelles mitoyennes, il faut passer en façade de plusieurs maisons et l'OI n'a pas ni demandé ni obtenu l'autorisation des propriétaires intermédiaires ; l'équipe de raccordement n'a ni les compétences ni le mandat pour obtenir cette autorisation pour l'OI ; ce n'est pas son rôle.

¹⁰ Certains opérateurs d'immeubles, pompiers pyromanes, ont largement fait circuler des photographies de points de mutualisation ouverts, avec plusieurs dizaines de jarretières enchevêtrées. La question se pose de savoir depuis combien de mois l'OI n'est-il pas passé vérifier l'état de ce PM. Une autre question se pose. Les OC payent à l'OI environ 1,5 € par mois de coût d'exploitation sur l'horizontal et 0,6 € par mois sur le raccordement final. Si l'OI ne passe jamais vérifier et le cas échéant réparer son réseau, sur quels coûts sont fondés et quel est le sens de ces tarifs récurrent ?

Conclusions

Sur les raccordements que les seules forces du marché n'arrivent pas à produire

L'universalité de déploiement horizontal est en passe d'être acquise, là où elle est raisonnable, par l'investissement privé d'une part et la mobilisation du programme national THD d'autre part. L'universalité de raccordement effectif aux services THD n'est en revanche à ce stade ni garantie ni financée.

Les dispositifs nécessaires à cette universalité d'accès au haut et au très haut débit doivent être mis en place sans attendre, afin de lisser dépenses et travaux sur la prochaine décennie. Le dispositif le plus efficace et le plus naturel pour financer l'universalité d'accès est le service universel.

Un dispositif interne au seul sous-marché du FttH, tel qu'envisagé par la consultation publique, serait sous-optimal car elle diviserait par quatre l'assiette de solidarité. Un dispositif interne à chaque sous réseau FttH local, interdisant les péréquations interterritoriales, serait un non-sens économique voué à l'échec.

Pour que le service universel et le droit du consommateur à un accès haut et haut très haut débit fonctionne en pratique, ce droit doit être opposable en un point donné du territoire à une et une seule entreprise, opérateur d'immeuble ou opérateur d'infrastructure, désignée comme en charge du service universel.

Sur le déséquilibre de la relation OI OC et l'incitation à l'investissement pour construire les raccordements

Il nous semble nécessaire que le régulateur traite le sujet du déséquilibre des relations OI OC sur le raccordement final et « remette l'église au milieu du village ». Le raccordement final fait partie du réseau de l'OI, augmente la valeur patrimoniale de son réseau et ses revenus récurrents. Il n'est pas possible que l'OI ne supporte aucun coût, encaisse un tarif récurrent, ne supporte aucun risque technique et économique.

Nous pensons nécessaire :

- que le droit de suite soit supporté et versé par l'OI à l'OC dès que l'OC perd l'abonné final ; en d'autres termes, l'OI doit porter comme sur l'horizontal le risque technique et économique, car son portage par l'OI (i) permet de mieux mutualiser le risque que par chaque OC et (ii) incite l'OI à adapter ses contrats et processus pour mieux suivre ses raccordements ; le risque doit être rémunéré bien évidemment, si les tarifs actuels en zone AMII n'y suffisaient pas (*quod non*) ;
- que les conditions tarifaires soient réinterrogées, en particulier le tarif récurrents perçu par les OI AMII sur le raccordement final alors qu'il n'y a ni coût ni service ; l'absence complète de financement et de portage du capex du raccordement final par les OI interroge aussi ; un équilibre de partage de capex et de risque doit être trouvé.

Sur la qualité de production des raccordements finals

La priorité pour les prochains mois est de mettre en place un contrôle effectif de la qualité de production du raccordement final au moyen des outils définis en 2020, en particulier le compte rendu enrichi et les photographies avant-après chaque intervention.

Cela suppose que tous les OC déploient le CRI enrichi, afin de pouvoir réaliser des contrôles croisés entre OC successif. Cela suppose, bien évidemment, que les OI regardent, auditent et utilisent les photographies avant après envoyées par les OC, ce qui ne nous semble pas être le cas à date.

Il serait en revanche contre-productif d'inventer d'autres processus et dispositifs, tant que ceux déjà définis n'ont pas été effectivement déployés, tant côté OC que côté OI, et que leurs effets n'aient pas été évalués.

Nous pensons par ailleurs nécessaire que l'Autorité réaffirme que l'opérateur d'immeuble a une part de responsabilité dans la production des raccordements finals, et en particulier en matière de pose des PBO à distance raisonnable des logements, de fourniture d'informations préalables ainsi que d'identification, de mobilisation et le cas échéant de création des infrastructures de génie civil nécessaires.

CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AU RACCORDEMENT FINAL

REPONSES AUX QUESTIONS

Q1

Nous ne partageons pas le constat dressé par le texte de consultation et les travaux d'état des lieux du groupe de travail exploitation. L'Autorité prend d'ailleurs la précaution d'indiquer que le constat retranscrit est celui établi par les opérateurs d'infrastructure qui ne construisent pas les raccordements finals et ne participent pas à leur financement. Le raccordement final partage ceci avec le sport ou la politique, que ceux qui ne font pas et ne financent pas estiment en général que tout ça aurait pu être fait mieux et plus vite s'ils avaient été aux manettes.

Nous ne nions évidemment pas l'existence de problèmes multiples et complexes relatifs à la construction et l'exploitation des raccordements finals, ni la nécessité de travailler à leur remédiation. Nous pensons en revanche qu'il est impossible de dresser un diagnostic objectif de la situation sans analyse quantitative et sans aucun comparatif entre la situation critiquée et des points de référence externes. La consultation, en ce sens, ne présente pas un diagnostic mais un recueil d'opinions, ce que nous regrettons.

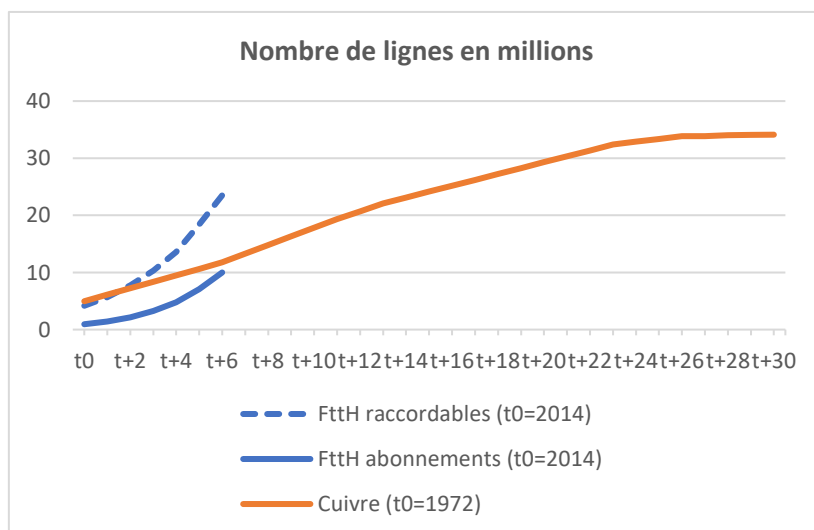
Le taux de défaut sur le FttH n'est pas supérieur à celui du réseau cuivre

Le taux de faute par ligne et par an sur les réseaux FttH sur lesquels nous sommes présents, et selon nos estimations, est de l'ordre de 10 % :

- 20 % de ces défauts sont entre le PM et le PBO, c'est-à-dire sur le segment de réseau « horizontal » inaccessible à l'OC et pour lequel il est obligé d'ouvrir un ticket auprès de l'OI ;
- 80 % de ces défauts sont soit des erreurs de brassage au PM auxquels l'OC peut remédier seul, soit des problèmes sur raccordement final

Le taux de faute par ligne et par an sur le réseau de cuivre est de l'ordre de 7 %. Ce taux est vraisemblablement sous-estimé au regard du nombre total d'intervention effectuées par les OC sur le segment du raccordement final et à l'intérieur des logements sans faire appel à Orange.

Il est très probable, au final, que les taux de faute sur les réseaux FttH soient inférieurs au réseau de cuivre, alors même que le réseau FttH est en construction, concentre donc des opérations de création de nouvelles lignes, et qu'il existe une multiplication d'interventions aux points de coupure, qui sont des points de fragilité. Il convient de rappeler que le taux de raccordement FttH et donc la fréquence d'intervention aux points de coupure est sans commune mesure avec celle d'un réseau déjà établi.



Toutes choses égales par ailleurs, l'ampleur des dysfonctionnements induit par le mode d'exploitation des réseaux FttH et la multiplicité des intervenants, ne conduit pas à un taux de défaut par ligne et par an supérieur à celui du réseau cuivre, malgré une sollicitation plus intense des points de coupure.

Nous souhaiterions que l'Arcep, qui dispose d'ores et déjà d'une grande partie des éléments de quantification, puisse réaliser et présenter une analyse différentielle du taux de coupures franches, vraisemblablement liées à une mauvaise manipulation de jarretières, sur la boucle locale cuivre d'une part et sur la boucle locale optique d'autre part, et que ces taux de faute soient rapportés au nombre d'interventions menées aux points de coupure sur les deux réseaux. Nous aurions alors collectivement les moyens de poser un diagnostic quantifié sur l'existence éventuelle d'un problème.

Q2

Free a commencé relativement récemment l'exploitation des CRI et nous manquons de recul. Tous les OC ne les ont pas mis en place. Certains OI n'ont pas encore procédé aux développements nécessaires et ne sont pas en mesure de réceptionner les CRI émis par Free. Nous pensons qu'aucun OI, parmi ceux recevant les flux, ne les exploite réellement à date. Nous n'avons eu quasiment aucun retour démontrant l'existence d'une quelconque analyse des photographies avant après que nous envoyons. Avant d'inventer de nouveaux outils pour compléter ces flux, il nous semble dans un premier temps nécessaire de les implémenter et de les exploiter pleinement, notamment côté OI.

Q3

Les délais varient, suivant les contrats, de 15 à 25 jours. Les malfaçons qui sont susceptibles d'avoir des effets en cascade sur la qualité du réseau et son exploitation, ainsi que de porter atteinte à la sécurité des personnes, sont actuellement corrigées selon des modalités et dans des délais satisfaisants. Il n'est pas nécessaire de générer de nouveaux process pour traiter les malfaçons au-delà de ce qui est fait actuellement et que ce qui est prévu dans les contrats STOC récemment signés.

Q4

Le point principal pour améliorer l'exploitation nous semble être l'amélioration de la traçabilité des accès, telle que prévu à la feuille de route du GT exploitation. Les expérimentations d'Orange à Meaux de mise en place de serrures codées sécurisées ou les outils d'horodatage nous paraissent des voies intéressantes dans cette perspective. La traçabilité individuelle des intervenants par des mécanismes type NFC peut être étudiée, sous réserve de comptabilité aux droits du travail et des salariés.

Q5

Il est nécessaire de ne pas modifier des processus opérationnels qui fonctionnent. Si les modalités de brassage, en « M », sont plus simples, il est inenvisageable d'imaginer une remise en conformité de l'ensemble des PM, alors que la majorité de ces derniers sont exploités dans des conditions satisfaisantes.

Q6

Free partage l'avis de l'Autorité selon lequel l'harmonisation des STAS est une piste pour améliorer l'exploitation des lignes et industrialiser les processus. Les difficultés rencontrées aujourd'hui dans la construction des

raccordements finals proviennent notamment de l'absence d'harmonisation entre les STAS des opérateurs d'infrastructure.

La conséquence directe de cette absence d'harmonisation est de rendre difficile la connaissance des réseaux, les conditions et contraintes d'intervention et imposent aux techniciens de maîtriser immédiatement tous ces éléments. A titre d'exemple, un salarié de Free peut être amené à intervenir en zone très dense sur le réseau d'un premier opérateur, en zone AMII sur le réseau d'un second opérateur et en zone RIP sur le réseau d'un troisième opérateur. Free ne spécialise pas ses techniciens selon les zones ce qui n'aurait aucun sens économique mais le technicien devra connaître et maîtriser toutes les différences.

Les STAS mais aussi les contrats de sous-traitance devraient être harmonisés pour limiter les inefficacités à la fois dans la réalisation des travaux, leur suivi et leur traitement administratif et financier. Il est paradoxal de constater que les opérateurs d'infrastructure contestent le niveau de qualité de réalisation des prestations mais refusent d'harmoniser les STAS alors que cela permettrait de disposer d'un personnel qualifié plus rapidement.

Par ailleurs, si aujourd'hui toutes les discussions se concentrent sur la construction des raccordements finals, les sujets de qualité, d'industrialisation seront les mêmes pour la maintenance des lignes FTTH. Le débat sur la construction et les mesures d'harmonisation qui pourraient être prises dès à présent, sont nécessaires dans le long terme.

Q7

La collaboration au sein des ateliers est fructueuse. Des processus s'en dégagent comme la conception des indices en A2, ou la coordination des remises en conformité des brassages.

Q8 et Q9

Les suppléments d'information que pourraient transmettre les OI sont inutiles si les données ne sont pas fiabilisées : le point fiabilisation essentiel porte sur la zone d'influence du PBO.

Historiquement, sur le réseau de cuivre, le marché du raccordement final était aussi géré par le prestataire ayant construit la boucle locale jusqu'au PC. Pour le déploiement du réseau FTTH, il existe désormais une double séparation, contractuelle mais surtout temporelle, entre le marché de construction de la boucle locale jusqu'au PBO et celui du raccordement final.

Cette séparation peut entraîner, lors du déploiement, une moindre prise en compte de l'objectif final de déploiement des réseaux FttH : la construction du raccordement final. Les OC sont contraints d'assumer une partie des prestations de mise en conformité du réseau, qui relèveraient du déploiement et des OI. Le mode STOC n'est pas en cause dans cette problématique, l'OI étant confronté aux mêmes aléas lors de la création du raccordement, du fait de la segmentation des prestataires intervenants et du décalage temporel dans la construction.

En pratique, les informations transmises par l'OI ne permettent pas toujours de communiquer à l'avance aux intervenants sur le terrain le cheminement du câble à suivre. L'intervenant doit alors :

- rechercher sur le terrain le PB identifié ;
- analyser comment aller du PB jusqu'à la limite de la propriété privée ;
- déterminer le cheminement le plus propice au succès de son intervention.

Ce travail est plus complexe lorsque le PB n'est pas aux coordonnées communiquées par l'opérateur d'infrastructure. L'intervenant doit en plus rechercher le PB, l'identifier, s'assurer qu'il a normalement le droit de s'y raccorder. En faisant cela, l'intervenant redresse les données de l'opérateur d'infrastructure en mettant à jour les données de l'infrastructure réseau pour les mettre en correspondance avec la réalité du terrain.

Or, ce travail relève d'une « étude » qui même rapide n'est normalement pas de la compétence du sous-traitant de l'opérateur d'infrastructure. Ce manque d'information préalable explique une partie des difficultés rencontrées dans la réalisation des raccordements finals. En effet, en cas d'échec lié à un mauvais cheminement, la responsabilité est reportée sur l'intervenant du prestataire alors qu'il n'a fait que pallier l'absence d'information fournie par l'opérateur d'infrastructure. Il n'est pas non plus raisonnable de demander à un intervenant de passer un quart ou un tiers du temps d'une intervention (soit environ 45 mn à 1 heure selon la nature de l'intervention en immeuble ou en extérieur) à mener l'étude terrain en estimant toutes les possibilités de raccordement, choisir la plus optimale et ensuite réaliser son intervention.

La méthode la plus simple et qui permettrait de limiter les discussions sur la qualité du cheminement suivi, serait que l'opérateur d'infrastructure mette à disposition des opérateurs commerciaux un plan de tirage de câble. L'intervenant n'aurait qu'à suivre ce plan et à signaler les cas dans lesquels ce n'était pas possible.

Q10

L'OI est seul responsable de la faisabilité de la réalisation du raccordement final. L'OC ne doit jamais avoir à effectuer des calculs, le raccordement final doit être praticable.

Il est inenvisageable de faire porter la responsabilité de la réalisation du calcul de charge sur l'OC sous-traitant, ces prestations relèvent exclusivement des devoirs de l'OI.

Q11

Les éventuelles simplifications ne doivent pas pénaliser la sécurité. Si la déclaration a priori sert à Enedis pour la prévention des risques, il ne faudrait pas y toucher. Si elle ne sert qu'à l'information sans traitement particulier, alors elle pourrait même se faire a posteriori.

Les simplifications attendues par Free se situent plutôt au niveau des flux d'échanges : quand l'OI reçoit une commande qui implique un cheminement Enedis, il pourrait avertir Enedis de la demande, afin de faciliter l'intervention de l'OC en améliorant la prévenance.

Q12

Free estime que les causes des échecs de raccordements sont insuffisamment connues. Nous considérons qu'un groupe de travail pourrait utilement être mené pour investiguer les principales causes de ces différents échecs.

Dans le cas particulier des échecs lié au GC d'Orange en fourreau, Free souligne que les flux d'échanges sont calqués sur l'offre BLO dans la totalité des contrats STOC. Au titre de ces contrats, l'OI répercute ses obligations BLO sur l'OC (obligation de transmission de l'annexe D15). Une précision à apporter pourrait être le mode d'identification du blocage (aiguillage simple, soufflage, hydrocurage), en ce qu'elle permettrait plus facilement à l'OI de décider de la suite de l'intervention : (ré)intervention de sa part, transmission à Orange, sous-traitance de la réparation à l'OC au titre de l'expé sur la réparation des conduites BLO...

Q13

Free ne partage pas complètement le constat de l'Arcep. Le rythme de progression du FttH en France est extrêmement élevé au regard des autres pays européens. Il est illusoire d'imaginer qu'il est possible d'effectuer rapidement un travail d'une qualité irréprochable pour le raccordement final de plusieurs millions d'abonnés en quelques années.

Un guide pratique sur les modalités permettant de faciliter le raccordement de son logement à destination des particuliers dans les logements anciens, qui pourrait consister en un allègement des normes qui ont trait à l'installation du FttH dans les logements neufs, pourrait aider à la remédiation de certains problèmes liés à la disponibilité des infrastructures d'accueil dans le logement. Concernant les autres solutions en partie privative, Free partage les solutions évoquées dans la feuille de route du GT Exploitation.

Enfin, concernant les voies de recours client final, ces dernières sont classiques et consistent en un appel hotline et une réintervention interne Free.

Q14 A

L'installation de locaux déjà équipés en fibre optique pose une question de transparence de l'information.

En effet, tous les contrats d'accès aux lignes FTTH prévoient un mécanisme selon lequel l'opérateur commercial ayant construit le raccordement final doit être bénéficiaire d'une restitution d'une partie de ce coût lorsqu'il perd l'usage de ligne. En cas de construction d'une deuxième ligne FTTH, l'opérateur qui a posé la première prise ne bénéficie d'aucune restitution. Le mécanisme contractuel traite la pose de la 2^{ème} ligne comme la construction d'une ligne FTTH avec le mécanisme correspondant : commande STOC, facturation des frais de construction par l'OC, facturation des frais d'accès par l'OI et enregistrement de la ligne au nom de l'OC dans le système d'information de l'OI. Dans le cas d'un local individuel, la pose d'une 2^{ème} ligne FTTH peut être détectée rapidement et contrôlée. Dans le cas de locaux collectifs, la pose de 2^{ème} lignes FTTH ne peut être détectée que lorsque le nombre de lignes déclarées construites à l'adresse excède le nombre de locaux figurant dans les IPE.

La pose de la deuxième ligne peut être plus ou moins volontaire (défaut de vérification de l'existence d'une ligne, choix de cacher l'existence de la première pour facturer une construction).

Afin de permettre aux OC de mener leurs propres vérifications, les OI devraient être tenus de communiquer mensuellement une synthèse du nombre de PTO construites par adresse avec leur état (ligne exploitée ou non) : ref PTO/type câblage/date installation/PM/code immeuble/statut.

L'opérateur d'infrastructure devrait également déclarer la liste des locaux dans lesquels il a autorisé la pose d'une deuxième ligne FTTH afin de pouvoir corriger les abus.

- Dans les locaux mono-ligne, c'est-à-dire non déclarés comme bénéficiant d'une deuxième ligne FTTH : en cas de constat de l'existence de deux lignes FTTH dans un local, la communication de la synthèse mensuelle permettrait de connaître dans quel ordre chronologique les prises ont été posées et s'assurer du versement à l'opérateur commercial ayant posé la première prise FTTH des droits de suite. En cas de versement de ces droits de suite à l'opérateur ayant posé la deuxième ligne FTTH, celui-ci devrait être tenu de restituer les droits de suite perçus.
- Dans les locaux déclarés bénéficiant d'une deuxième ligne FTTH : Les droits de suite sont versés en fonction de la reprise des lignes existantes.

Q14 B

La restitution des droits d'usage relève de la bonne exécution des contrats et du respect des conditions d'accès aux lignes FTTH. Il ne s'agit pas d'une nécessité mais d'une obligation stricte devant être respectée par les opérateurs d'infrastructure. A ce titre et encore plus lorsque ces opérateurs sont des opérateurs verticalement intégrés, l'absence de restitution des droits d'usage constitue un manquement au contrat et grève la capacité financière des opérateurs commerciaux en les privant de ressources pour financer les frais d'accès aux lignes FTTH.

Q15 A

Free ne comprend pas ce que recouvre selon l'Autorité la notion de portabilité de l'accès à Internet et n'y voit aucun intérêt : l'accès est rattaché au logement, qui doit être identifié, et non à un numéro qui pourrait être porté. L'enjeu réside dans l'identification par le client final de la ligne rattachée au logement.

Q15 B

A ce jour, l'identification de la ligne FTTH par un client final repose sur l'existence d'une étiquette fixée sur le boîtier plastique de la prise posée. L'identification de la ligne FTTH n'est fournie nulle part ailleurs.

Autrement dit, l'exploitabilité du réseau en cours de construction repose sur des étiquettes qui disparaîtront ou seront illisibles dans quelques années et sur les boîtiers plastiques qui disparaîtront également au fur et à mesure des travaux dans les locaux. En cas de disparition de cette information, le client final n'est pas en mesure de communiquer la référence de sa prise et donc de communiquer une référence permettant de savoir s'il dispose ou non déjà d'une ligne FTTH.

Il paraît essentiel que la référence de ligne FTTH soit communiquée et disponible dans l'espace abonné du client final, sur sa facture, etc. mais sous un intitulé unique chez tous les opérateurs commerciaux : « référence prise FTTH » ou autre et ce, afin d'éviter un vocabulaire différent chez les uns ou les autres ce qui rendrait une nouvelle fois difficile de comprendre le FTTH.

Le choix de communiquer cette référence dans l'espace abonné ou sur la facture est sans importance et tous les systèmes d'information des opérateurs sont en mesure de fournir cette information pour la communiquer au client final. Il serait incompréhensible voire de mauvaise foi qu'un opérateur commercial considère impossible de fournir cette information à son client final sur l'un ou l'autre de ces supports.

Enfin et compte-tenu de l'importance du raccordement des locaux au très haut débit, il pourrait être envisagé que la réglementation évolue pour imposer la fourniture de la référence de la prise FTTH posée dans un local au titre que les diagnostics énergétiques, amiantes, etc. et ce, afin d'assurer la transmission de cette information au nouvel occupant du local.

Q15C

Nous pensons que les informations théoriquement disponibles à date sont suffisantes et doivent avant tout être fiabilisées. Dans cette perspective, nous soutenons une obligation de publication par les opérateurs de ces données. Nous pensons qu'un IPE consolidé devrait être rendu public, sous une forme permettant aux abonnés finals de signaler les erreurs éventuelles. Free avait proposé pour ce faire dès 2015 la création d'une PCF, Plateforme Commune Fibre inter-opérateurs. Les intérêts individuels ont prédominé.

Q15D

En tant qu'OC, nous ne disposons pas d'estimation précise sur le nombre de locaux présentant un double raccordement. Les OI devraient être mieux placés pour apporter des éléments de réponse à cette question. Il nous semblerait utile de poser deux questions aux OI (i) votre contrat d'accès permet-il la construction d'un deuxième raccordement ? et (ii) Dans cette hypothèse, qu'advient-il du droit de suite attaché au premier raccordement ?

Q16

C'est le cheminement du câble qui nous semble le plus pertinent pour déterminer la typologie d'un raccordement et en déduire son prix. C'est d'ailleurs sur cette base que Free rémunère ses sous-traitants. Le cheminement qui permet d'évaluer la difficulté et d'identifier les situations particulières. Exemples :

- PBO en immeuble : pour raccorder un logement en fond de cour le câble peut être acheminé en façade
- PBO chambre : il existe des cas d'acheminement en aéro-souterrain
- le câble peut être acheminé en poteau depuis le client et finir en chambre
- le câble est passé en sous terrain puis remonté sur des poteaux pour traverser une rue et descendu dans une chambre pour le raccordement

Q17

La répartition des volumes par type de câble en 2020 est la suivante :

	Par type de PBO	Par type de câble
Intérieur	[40 - 50]	[50 - 60]
Façade	[0 - 10]	[0 - 10]
Aérien	[20 - 30]	[10 - 20]
Chambre	[20 - 30]	[20 - 30]

Q18

Free souhaite formuler les remarques suivantes concernant le modèle annexé à la consultation :

- Le taux d'échec est présenté dans le texte de la consultation ainsi qu'en facial sur le modèle à 20%, mais quand on regarde les calculs il est à 25%
- Les coûts de nacelle paraissent très élevés. Nous les estimons plutôt à environ [...]. Un prix raisonnable pour la location d'une nacelle est de [...]/mois (sachant qu'on arrive à faire moins cher : autour de [...]/mois) et on fait entre 2 et 3 interventions par jour avec
- Le nombre de technicien par intervention nous semble élevé pour les configurations souterraines. Selon notre expérience, un seul technicien suffit par défaut pour traiter la plupart des raccordements souterrains, et il fait appel à un renfort « tournant » en cas de besoin. On peut donc estimer le nb d'ETP à 1,2 ou 1,5

Avec la prise en compte de ces remarques, Free considère qu'il est possible de baisser de [...]€ le cout moyen pondéré du raccordement par rapport aux résultats du modèle présentés par l'Autorité (de [...]€ à [...]€)

Q19 A et Q19 B

Nous supportons directement et sans refacturation à l'OI les charges suivantes, uniquement internes, pour la réalisation des raccordements finals :

- Prise de rdv

- Back-office technique
- Pilotage presta/affectation des ressources
- Coûts communs
- Frais de structure

Elles représentent les niveaux suivants par typologies de raccordement :

	Immeuble	Souterrain	Façade	Aérien
Charges	[...]	[...]	[...]	[...]

Ces montants sont inférieurs de [10 - 30]% aux chiffres présentés par l'ARCEP.

Ces charges participant au coût complet de la pose d'un raccordement final, et pourraient donc être intégrées dans le calcul du droit de suite.

Toutefois, il n'existe pas de garantie que ces montants, propres à chaque opérateur, reflètent les charges d'un opérateur efficace et le périmètre de la seule prestation de construction du raccordement final, sans dimension commerciale.

L'intégration de ces charges ne peut être envisagée qu'à la condition d'être normées par l'autorité : si elle conduisait à augmenter le prix du droit de suite de manière incohérente au regard du coût de revient d'une pose de raccordement neuf, elle ne serait pas souhaitable.

Q20 à Q23

Le groupe Iliad n'est pas encore actif à une échelle significative sur le marché entreprise. Nous n'avons pas encore assez de recul pour contribuer sur ces questions.

Q24 et suivantes

Nous comprenons que l'Autorité a souhaité, dans la partie 4.2 et 4.3 de cette consultation publique, établir une typologie des cas de raccordement susceptibles d'être particulièrement complexe et de conduire à des échecs des opérations de raccordement. Nous comprenons que cette approche vise à pouvoir classer et quantifier les raccordements et à déterminer les meilleurs processus opérationnels et tarifaires pour traiter les typologies identifiées.

Nous ne partageons pas cette approche, qui nous paraît trop éloignée de la réalité des déploiements.

En pratique, il n'existe que deux catégories de raccordements : ceux que le marché est à même de construire dans un délai raisonnable à partir de la demande du client, et ceux que le marché ne parvient pas à construire, même après plusieurs semaines ou plusieurs OC.

La capacité du marché à construire les raccordements n'est pas prédéterminée par les caractéristiques théoriques de ces derniers. Elle est fonction du temps-homme qui peut être consacré par l'OC à la construction d'un raccordement donné, de la qualité du déploiement initial de l'OI et de la répartition de l'investissement sous-jacent entre l'OC et l'OI

Un échec du marché peut être lié à une multiplicité de facteurs, parfois conjoints, qui échappent à une catégorisation fine. On peut distinguer, ainsi que le fait l'Arcep, principalement :

- 1) Les causes liées aux infrastructures d'accueil :
 - L'absence d'infrastructure d'accueil mobilisables sur le domaine privé ;

- L'absence d'infrastructure d'accueil mobilisables sur le domaine public :
 - o parce qu'elles sont indisponibles ou définitivement cassées : fourreau simplement bouché ou complètement écrasé par exemple ;
 - o parce qu'elles ne sont pas mobilisables pour le raccordement : cheminement en façade nécessaire sans que l'autorisation n'ait été obtenue par l'OI par exemple;
 - o parce qu'elles n'existent pas : déploiements en pleine terre, ou absence de fourreau entre la chambre et la parcelle par exemple.
- 2) Les causes liées à la longueur du raccordement, que cette dernière soit du fait de la répartition de l'habitat ou d'un déploiement horizontal incomplet de l'OC ne respectant pas les recommandations de l'Arcep :
 - o raccordement long (> 100 M, soit 3 portées de poteaux ou 3 chambres d'adduction en moyenne)
 - o raccordement sur mesure (> 500M, soit la longueur d'un touret)

D'une part, Free souhaite souligner que ces catégorisations sont purement théoriques pour établir la faisabilité effective d'un raccordement. Un fourreau bouché pourra entraîner un échec de raccordement, sans pour autant qu'il soit « cassé » au sens de l'exploitant du GC car réparable par curage, comme il pourra être débouché par l'OC, moyennant des investissements supplémentaires, directement lors de l'opération de raccordement. De manière symétrique, il pourrait être envisagé qu'un raccordement particulièrement long ou complexe soit effectué sur plusieurs journées de travail par l'OC, alors qu'en pratique, si ce temps de travail de raccordement recouvre plusieurs opérations de raccordement standards, il est probable qu'il soit délaissé au profit de ces dernières.

D'autre part, Free constate une prévalence importante des cas où le déploiement initial assuré par l'OI ne permet pas le raccordement effectif des abonnés. Soit que les PBO aient été positionnés au mépris des recommandations de l'Arcep, trop loin des logements, et que les raccordements soient donc artificiellement longs en intégrant une partie de desserte horizontale. Soit que les PBO aient été positionnés sans tenir compte de la disponibilité effective des infrastructures d'accueil en domaine public du fait d'études défaillantes de l'OI, et que ces dernières ne permettent pas d'effectuer le raccordement.

Free propose donc d'adopter une vision pragmatique et finaliste de la question du raccordement final :

- soit le raccordement final peut être effectué dans des conditions standards, à coût standard, par l'OC (< 100M, infrastructure d'accueil disponible, PBO posé conformément aux règles de l'art) ;
- soit le raccordement ne peut pas être effectué dans ces conditions, et des moyens complémentaires doivent être mobilisés pour ramener l'opération de raccordement à un coût standard pour l'OC :
 - o s'il est trop long pour des raisons objectives liées à la répartition de l'habitat : le SU doit être mobilisé pour compenser l'écart de coût de construction ;
 - o s'il est trop long pour des raisons propres à l'OI : l'OC doit être compensé de la part du coût de travaux qui a été évitée par l'OI ;
 - o s'il est trop complexe du fait d'erreurs dans le déploiement initial de l'OI : l'OI doit réintervenir pour mettre en conformité son déploiement et rendre le raccordement possible ;
 - o s'il est trop complexe du fait des infrastructures d'accueil en domaine public ou privé : le gestionnaire de l'infrastructure en domaine public ou privé doit mettre en conformité l'installation pour permettre le passage de la fibre.

Q24

Il existe deux limites techniques et opérationnelles principales pour la réalisation du raccordement final, dans l'hypothèse où la position du PBO est correcte et que les infrastructures d'accueil sont disponibles :

- Il est courant que les intervenants pour la construction d'un raccordement final interviennent seuls. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager un déploiement sur des portées supérieures à 100M, quelle que soit la typologie du raccordement (aérien ou sous-terrain).
- Dans l'hypothèse où les intervenants sont deux, la limite principale pour l'intervention est celle de la taille du touret de câble, généralement de 500M.

En pratique, dès 100M, l'intervention de l'OC doit être considérée comme complexe.

Q25

L'ensemble des conditions techniques et tarifaires des contrats d'accès reposent sur un déploiement avec des points de branchement situés à proximité des locaux à raccorder et ce quelle que soit la longueur du raccordement à réaliser dans le domaine privé.

La recommandation du 7 décembre 2015 relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses mentionne qu'il « ressort en effet des échanges préliminaires avec les acteurs qu'il pourrait être économiquement plus pertinent de poser un PBO relativement proche des logements ou locaux pour un groupe de 3 – voire 2 – logements ou locaux plutôt que de prévoir plusieurs raccordements en parallèle depuis un PBO plus éloigné ».

Or, les raccordements longs reposent sur un positionnement des points de branchement éloigné des locaux à raccorder en domaine public et donc sur un réseau mutualisé plus court. Avec les raccordements longs, les opérateurs d'infrastructure réduisent le segment PM-PB pour allonger le segment PB-PTO. Or, les conditions tarifaires de cofinancement correspondant au segment PM-PB mutualisé ne tiennent pas compte de ces modifications, le tarif de cofinancement demeure inchangé alors que le coût du segment PB-PTO augmente. Ce dernier est plus long, plus complexe à réaliser et est intégralement à la charge des opérateurs commerciaux.

L'opérateur d'infrastructure déploie moins de réseau, supporte moins de coûts, peut aller plus vite en déploiement et reporte sur les opérateurs commerciaux ses propres inefficacités. Enfin, les raccordements longs ne doivent pas être un moyen de déclarer fictivement des locaux raccordables alors qu'ils ne le sont pas ainsi que le fait remarquer l'Autorité et ce que nous craignons.

Si dans certains cas les raccordements longs peuvent s'avérer efficaces, ils doivent demeurer exceptionnels et il est nécessaire que ces cas soient définis par des critères objectifs. Dès lors et afin que l'ensemble des conséquences techniques, tarifaires et pratiques des raccordements longs soit étudié, il nous semble nécessaire que l'Autorité définisse des critères objectifs pour qualifier les raccordements longs admissibles et ceux qui ne le sont pas. Nous proposons :

- dès lors que le raccordement est long est long du fait d'un non-respect de la recommandation de 2015 alors, l'OI a économisé sur le déploiement horizontal ; l'OC doit alors avoir le choix entre soit demander à l'OI de réaliser le raccordement long, et y accéder au prix d'un FAS banalisé, soit construire lui-même le raccordement long, être payé en fonction du coût réel, et accéder ensuite au raccordement qu'il a construit au prix d'un FAS banalisé ;
- dès lors que le raccordement est long, malgré le respect de la recommandation de 2015, alors il s'agit d'un habitat structurellement isolé, dont le raccordement est a priori à la fois, long, complexe et coûteux ; nous pensons que le surcoût doit être pris en charge par un mécanisme de solidarité nationale de type service universel.

Q26

Soit la pose du PBO est conforme aux recommandations de l'Autorité, auquel cas, il s'agit d'un « vrai » raccordement long, et du fait de sa complexité, il apparaît souhaitable qu'il soit pris en charge par des mécanismes de type SU.

Soit la pose du PBO n'est pas conforme aux recommandations de l'Autorité, auquel cas, il s'agit d'une tentative de l'OI de faire financer le déploiement de l'horizontal par les OC et des modalités de dédommagement de ces derniers doivent exister.

Q27

Les raccordements longs, au-delà de cent mètres, sont aujourd'hui peu pratiqués chez Free. Qu'importe la topologie et l'intervenant, OI ou OC, le droit d'usage facturé à l'OC pour le raccordement doit être uniforme, soit parce qu'il est compensé par des mécanismes de service universel, soit parce que l'OI n'a pas déployé le réseau horizontal conformément aux recommandations de l'Autorité et qu'il doit en supporter les coûts induits.

Q28 et Q29

Le traitement du financement des raccordements objectivement longs doit se faire dans le cadre plus large de la mise en place de mécanismes de péréquation comme le SU. La question de la tarification de la prestation n'est donc pas centrale.

Q30

Les intervenants mandatés par l'OC sont généralement équipés et compétents pour gérer des situations simples d'intervention sur le génie civil (chambre encombrée, traverse détachée). Ces opérations relèvent théoriquement du gestionnaire de l'infrastructure d'accueil, et en cascade de l'OI. Pour accélérer le raccordement des clients, si l'intervention ne consomme pas un temps déraisonnable et rentre dans ce champ de compétences, l'OC traite en pratique souvent ce genre de situation en direct.

Toute intervention lourde sur le GC (remplacement de poteau, fourreau totalement bouché ou écrasé), ne pourra pas être traitée par l'OC. Lorsque la complexité du raccordement se limite à la disponibilité des infrastructures d'accueil du fait de travaux d'ampleur raisonnable, le rôle de l'OI doit être de rendre possible le raccordement standard par l'OC. L'intervention de l'OI pour construire le raccordement peut néanmoins faire sens dans le cas de raccordement longs et complexes.

Q31

Le droit d'usage payé par l'OC pour le raccordement final doit être unique et stable, indépendamment des interventions de l'OI pour rendre le raccordement possible conformément à sa responsabilité.

Q32

Nous partageons la proposition, en ce qu'elle vise à déverser une partie des coûts de raccordement final dans le segment horizontal, du moins pour la zone d'initiative privée AMII. Les modèles de coûts et de tarification développés par l'Autorité et repris en annexe de la décision n°2020-1498-RDPI ont montré que les tarifs actuels génèrent une marge anormalement élevée au bénéfice des OI sur le segment horizontal en zone AMII.

Il peut être rationnel à ce stade de développement du marché de remédier à ce niveau anormal de marge par une augmentation des coûts imputables plutôt que par une réduction des prix. Il existe également une rationalité, dans la mesure où une partie des surcoûts de raccordement final est générée par des économies réalisées sur le déploiement horizontal, notamment : absence des PBO dits « à la demande », PBO éloigné des locaux à desservir, absence de casage et d'identification des infrastructures d'accueil des futurs raccordements¹¹. Il nous semblerait en revanche très complexe et contre-productif pour le fonctionnement du marché de déverser une masse de coûts telle que les tarifs du segment horizontal, aujourd'hui stabilisé après de nombreuses procédures, doive évoluer. Nous pensons par ailleurs, qu'il y a trois limites à ce déversement de coûts du raccordement final vers l'horizontal :

- les dépenses de réparation de génie civil incombant à Orange doivent être financées par Orange, puis refacturées à l'ensemble du secteur via les tarifs d'accès au génie civil ; ces coûts de réparation n'ont à être supportés, en investissement, ni par les OI ni par les OC ;
- les dépenses de génie civil intérieur au domaine privé n'ont à être supportées ni par les OI ni par les OC ; comme pour l'eau ou l'électricité, la responsabilité et la charge des infrastructures d'accueil appartiennent au propriétaire privé sur son domaine intérieur ;
- les cas vraiment complexes doivent relever de mécanismes de solidarité nationale, avec un mécanisme de type service universel, et ne peuvent être financés internes aux contrats FttH ; nous renvoyons à la synthèse figurant en premières pages de notre réponse.

Q33

Les coûts de mise à disposition de l'infrastructure d'accueil dans le domaine privé doivent être supportés par les particuliers, le cas échéant aidés par des mécanismes *ad hoc*, dont des mécanismes de type défiscalisation comme pour de nombreux travaux d'amélioration de l'habitat, et des mécanismes de type service universel. Le secteur des télécom FttH seul n'est pas assez riche pour subventionner les travaux en partie privative. Les infrastructures d'accueil sur les parties privatives appartiennent au propriétaire et doivent être financées par le propriétaire, comme pour l'eau, l'assainissement, l'électricité.

Q34

En 2020, Free a produit plus d'un million de raccordements finals, exclusivement en mode STOC.

PBO intérieur	PBO façade	PBO aérien	PBO chambre	Total
[...]	[...]	[...]	[...]	1 080 372
[40 - 50]	[0 - 10]	[10- 30]	[10 - 30]	

Q35

¹¹ Deux causes d'échec importantes de raccordement liées à l'absence de génie civil mobilisable sont :

- PBO est posé d'un côté de la rue mais il n'y a pas de génie civil pour raccorder les logements de l'autre côté ; il n'y a pas de fourreaux ; les appuis aériens ne sont pas assez hauts pour permettre une traversée compatible avec le gabarit potentiel des engins roulants, camion ou engins agricoles ;
- le PBO et le logement sont situés du même côté de la route, mais dans le cas de maisons individuelles mitoyennes, il faut passer en façade de plusieurs maisons et l'OI n'a pas ni demandé ni obtenu l'autorisation des propriétaires intermédiaires ; l'équipe de raccordement n'a ni les compétences ni le mandat pour obtenir cette autorisation pour l'OI ; ce n'est pas son rôle.

En zone AMII, Free a contractualisé des contrats de sous-traitance selon plusieurs typologies de placement des PBO (sous terrain, aérien, immeuble et façade). Ces tarifs de sous-traitance sont refacturés au même montant par l'OI dans les frais de première mise en service supportés par Free. Dans le détail :

- Free envoie une commande d'accès à l'OI, en précisant le mode STOC
- L'OI envoie une commande STOC à Free pour la réalisation de la prestation
- Free réalise alors la prestation, avec ses sous-traitants ou ses équipes internes
- A l'issue de l'intervention, Free envoie un CRSTOC à l'OI, signifiant la fin de l'opération, et pouvant déclencher la facturation de la prestation, au tarif de sous-traitance convenu entre les parties
- L'OI émet ensuite un CRMAD, déclenchant la facturation des frais de première mise en service

Plus tard, à la résiliation de commerciale de l'abonnement Fibre de l'abonné, Free envoie une résiliation de la commande (libérant ainsi la route optique). A l'arrivée d'un OC suivant, l'OI est redevable de restitutions à Free, fondées sur un tarif de référence indiqué dans son contrat d'accès et de l'ancienneté de la prise. En pratique, en zone privée, à date, moins de la moitié des droits de suite devant être perçus par Free ont été versés par les OI, notamment Orange.

En zone RIP, il existe deux types de cas principaux :

- soit une refacturation à l'euro-l'euro des tarifs de sous-traitance similaire à celle pratiquée en zone AMII, ce qui implique un coût moyenné des raccordements plus élevé pour l'OC du fait d'une typologie des raccordements moins favorable en zone RIP ;
- soit une facturation d'un FAS généralement moyenné à 250 €, équivalent au coût supporté en zone AMII (2 exceptions) et indépendant des tarifs de sous traitance.

Q36 et Q37

Il nous est difficile de répondre complètement aux questions posées par l'Autorité du fait de déficit structurel d'informations. Nous connaissons les contrats que nous avons signé avec les OI, mais ne connaissons pas les contrats que les autres OC ont signé avec les OI. Nous n'avons pas de données prospectives fiables sur les typologies de raccordement. Nous ne connaissons pas en zone RIP le montant des subventions allouées au raccordement final.

Les grilles de sous-traitance sont négociées au moment de la signature du contrat, concomitamment au frais de mise à disposition du raccordement d'accès. Pour faire simple, le prix de sous-traitance n'existe pas. Ce n'est pas un objet économique autonome, il est indissociable du paiement du droits d'accès. Free ne peut être rémunéré en tant que sous-traitant pour réaliser un raccordement dont le droit d'accès ne sera pas payé, ou sera payé par un tiers.

Le seul objet économique qui existe est le solde du tarif de sous-traitance et du droit d'accès. Nous avons négocié les tarifs simultanément, en partie en aveugle du fait d'une connaissance imparfaite des typologies de raccordements par zone¹² d'une part, et du montant des subventions touchées par l'OI sur le raccordement final d'autre part¹³. Le résultat des négociations a été d'avoir un flux anticipé de cash in cash out net ou légèrement

¹² Nous pensons qu'Orange et peut être l'Autorité disposent d'une donnée approchante, qui est la typologie des PC cuivre. Nous regrettons que l'Autorité n'ait pas pris les mesures permettant de rendre publique cette donnée, territoire par territoire. L'asymétrie d'information a conduit à des négociations déséquilibrées, surtout avec Orange, mais aussi avec les autres OI qui avaient pu faire des études de piquetage. Nous souhaitons que l'Autorité puisse engager les démarches visant à rendre publiques ces données.

¹³ Nous pensons de même que l'Etat a fait preuve d'opacité en ne rendant pas effectivement disponibles ces données, pourtant a priori de nature publique. Nous invitons l'Autorité à engager les démarches permettant d'y remédier.

positif¹⁴. Dans la mesure où les coûts interne de Free n'ont pas été valorisés dans ces calculs, dont le coût de nos 2 500 salariés intervenant en escalade, le résultat financier global est négatif pour Free. Il est davantage négatif en zone RIP qu'en zone AMII, du fait d'une complexité plus importante des raccordements, qui influent sur nos coûts de sous-traitance et sur les coûts des équipes internes d'escalade.

Le fait que des tarifs de sous-traitance divergent d'un territoire à l'autre n'est en soit pas choquant. Le fait que des tarifs de sous-traitance ne soient pas identiques sur un même territoire ne nous semble pas, en première analyse, poser de problème, sous deux réserves :

- que les flux net de sous-traitance et de FAS soient bien identiques pour tous les opérateurs, sinon il y aurait une discrimination économique des OC ; nous ne sommes pas persuadés que les flux soient identiques, notamment sur les premiers RIP et lorsque l'OC et l'OI sont verticalement intégrés ;
- que les droits de suite soient établis sur un montant forfaitaire, identique pour tous les raccordements du territoire, éventuellement segmentés en typologie, mais indépendamment de l'opérateur ayant construit en premier ce raccordement ; nous ne sommes pas persuadés que ce soit le cas.

Nous remercions l'Autorité d'avoir pris l'initiative de traiter ce sujet complexe et épineux. [...] Le volume de raccordements réalisés en zone RIP à date étant relativement faible, il peut être encore possible, en tant que de besoin, de rétablir de manière concertée une orthodoxie des flux économiques, y compris de manière rétroactive.

Q38

Il nous semble que la question n'est pas bien posée. Le prix de sous-traitance n'existe pas. Ce n'est pas un objet économique autonome, il est indissociable du paiement du droits d'accès. Free ne peut être rémunéré en tant que sous-traitant pour réaliser un raccordement dont le droit d'accès ne sera pas payé, ou sera payé par un tiers. Le seul objet économique qui existe est le solde du tarif de sous-traitance et du droit d'accès. Les deux sujets doivent être appréhendés de manière solidaire, sinon cela n'a aucun sens.

Dans la zone d'initiative privée, la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance unique n'est peut-être pas absolument indispensable. Le nombre de raccordement construit historiquement tend à démontrer que le système fonctionne. En revanche, il nous semble nécessaire de faire évoluer le mode de calcul et le montant des droits de suite. Ils sont aujourd'hui supérieurs au coût de reconstruction à neuf, ce qui est un très mauvais signal économique et peut induire des comportements déviants.

Dans la zone d'initiative publique, il ne nous semble pas aberrant que des grilles tarifaires puissent différer d'un territoire à l'autre. Les coûts de production dans le Nord Pas de Calais, la Lozère ou la Corse peuvent différer. En revanche, sur un même RIP, il est indispensable que le solde net sous-traitance et frais d'accès au service soit strictement identique pour tous les opérateurs, et que le montant des droits de suite le soit également.

Q39

Free comprend que l'Arcep interroge par cette question les acteurs sur la mise en place d'un forfait unique permettant de traiter l'ensemble des raccordements, y compris les plus complexes.

Nous y sommes fermement opposés.

¹⁴ Le flux net du montant de la sous-traitance et des FAS n'est à notre connaissance dans aucun contrat positif de plus de [...]€.

Ainsi que nous l'avons mentionné à plusieurs reprises ci-avant, l'intervention des OC permet de répondre efficacement aux besoins de raccordement pour la majorité des cas, à savoir tous les cas standards et à la condition que les OI aient assumé correctement leurs responsabilités concernant la pose des PBO et la disponibilité des infrastructures d'accueil.

Pour les zones de raccordement les plus chères et les plus complexes, les modalités de péréquation doivent être envisagées plus largement, au-delà de l'économie du FttH et en dehors des contrats d'accès, dans le cadre d'un mécanisme de solidarité nationale type service universel.

La déstabilisation des conditions économiques d'accès actuellement en vigueur dans les RIP par l'incorporation automatique des raccordements les plus coûteux dans les contrats d'accès serait contraire à l'esprit des aides d'Etat, qui vise la reproduction des conditions en vigueur dans la zone d'initiative privée, et, de manière plus pragmatique, ferait peser le risque d'un ralentissement significatif de la commercialisation dans ces zones. Nous tenons à rappeler ici :

- que le coût de production des raccordements finals est déjà plus cher pour les OC en zone RIP : le coût de construction est plus élevé du fait de la typologie de raccordement, alors que le flux financier net de tarif de sous-traitance et de FAS est proche de 0, en zone RIP comme en zone AMII ;
- les coûts propres par abonné sont plus élevés pour les OC en zone RIP, du fait de coûts de collecte des NRO plus importants, d'un coût d'hébergement plus important, de coûts d'exploitation et de service après-vente plus importants du fait des distances ;
- que malgré la neutralisation d'une partie des surcoûts, notamment d'hébergement, sur la boucle locale cuivre, l'extension du dégroupage en 20 ans n'a pas atteint 100% ; nous avons le sentiment que certains OC n'équipent pas aujourd'hui 100% des PM des RIP ;
- en zone rurale, les antennes mobiles sont vides ; l'Etat a imposé aux opérateurs de construire beaucoup de site en zone rurale dans le cadre du New Deal, et formuler des offres de 4G/5G fixes ; un OC comme Bouygues Télécom a probablement déjà davantage d'abonnés 4G fixe en zone RIP que d'abonnés FttH.

Renchérir les coûts de production en zone RIP est une très mauvaise idée. Les surcoûts objectifs qui n'ont pas été couverts par le mécanisme de solidarité nationale de subventions doit être couvert par un mécanisme de solidarité nationale *ad hoc*. Pour assurer l'universalité de raccordement et donc d'accès aux services de télécommunications, le service universel des télécommunications semble un outil naturel et approprié.

Q40

La référence pertinente pour définir le coût de l'accès en zone d'initiative publique doit être celle du coût en zone d'initiative privé. Cette référence :

- ne doit pas concerner uniquement le tarif du droit d'usage facturé par l'OI à l'OC, mais l'équilibre de l'ensemble des flux afférents à la construction du raccordement final.
- doit s'apprécier sur le périmètre de coût d'un raccordement standard, c'est à dire ne prenant pas en compte les coûts de mise en conformité de l'ingénierie de l'OI ou des infrastructures d'accueil sur le domaine public ou le domaine privé.

Pour Free, le coût net de la construction du raccordement final standard en zone privée AMII, soit en mode STOC le coût du droit d'usage net des coûts de construction compensés par le tarif de sous-traitance, s'établit à 250€. Les coûts des raccordements longs ou complexes doivent être pris en compte par le biais de mécanismes de type SU, en dehors des contrats d'accès FttH.

Q41 à Q44

Nous n'avons pas les moyens de contre-expertiser la donnée agrégée fournie par l'Autorité, car nous n'observons pas la typologie de raccordement FttH sur les zones non encore déployées. Nous souhaiterions que l'Autorité puisse publier ces taux à une maille plus fine, typiquement la commune. Dans la mesure où certaines communes sont intégralement déployées, cela nous permettrait de les vérifier. Par ailleurs, le fait que seule Orange connaisse ces taux du fait de son monopole sur le cuivre lui donne via cette asymétrie d'information, un levier de négociation illégitime sur le FttH. Finalement, cette information permettrait d'objectiver certaines discussions OI OC en zone RIP.

Nous comprenons le raisonnement de l'Autorité sur la construction du tarif de FAS en zone RIP. Nous y adhérons sans réserve pour le mode OI. Nous y adhérons également en mode STOC, à la réserve suivante.

C = coût net global pour l'OC

P = coût de construction du raccordement par l'OC, le matériel, ses sous-traitants et ses salariés

S = tarif de sous-traitance facturé par l'OC à l'OI

F = FAS facturé par l'OI à l'OC

On a

$C_{AMII} = P_{AMII} - S_{AMII} + F_{AMII} = P_{AMII}$, les prix de sous-traitance et FAS étant symétriques

$C_{RIP} = P_{RIP} - S_{RIP} + F_{RIP}$

$C_{AMII} = C_{RIP}$

$P_{RIP} - S_{RIP} + F_{RIP} = P_{AMII}$

$F_{RIP} = S_{RIP} - (P_{RIP} - P_{AMII})$

Ou écrit autrement $F_{RIP} = P_{AMII} + (S_{RIP} - P_{RIP})$

Le raisonnement de l'Autorité $F_{RIP} = P_{AMII}$ n'est valide que si la grille de sous-traitance facturée par l'OC à l'OI correspond effectivement au coût de construction supporté par l'OC. Ainsi qu'évoqué par la consultation de l'Autorité et dans nos réponses ci-avant, ce n'est probablement pas le cas aujourd'hui. Nous craignons que certains OC facturent bien plus que leurs coûts réels. Free facture peut être en deçà de ses coûts réels.

Ceci étant dit, nous adhérons, du moins en théorie et à paradigme constant, à la trajectoire dessinée par l'Autorité, ou d'une part les prix de sous-traitance reflèterait la réalité des coûts, et d'autre part les FAS RIP pourraient être fondés sur le coût de construction AMII.

Néanmoins, ainsi qu'exposé en synthèse de notre réponse, le paradigme actuel où les OC supportent 100% du coût du raccordement final et les OI 0%, où les OI facturent ensuite aux OC des tarifs récurrents correspondant à des coûts inexistantes, et où les OC supportent 100% du risque technique et économique du raccordement final et du droit de suite nous semble inéquitable, inefficace, injustifiable, du moins en zone privée.

L'hypothèse sous-jacente au raisonnement de l'Autorité est qu'il est légitime que les OC payent 100% du coût du raccordement final, et qu'il y a donc une forme d'enrichissement sans cause de l'OI. Cette hypothèse nous semble hautement questionnable en zone privée. A tout le moins, si les OC devaient continuer à payer 100% du capex des raccordements, il faudrait que les OI qui en sont *in fine* propriétaire (sans les payer) en portent le risque, et reverse le droit de suite dès la perte d'accès de l'OC, et sans autre condition que l'existence et le bon état du raccordement lors de cet accès. Le risque de vacance du logement, de double raccordement, de non abonnement de l'occupant suivant au FttH est un risque de propriétaire d'infrastructure et n'a aucune raison d'être porté par l'ancien OC, qui n'a ni propriété ni à ce moment-là de droit de jouissance exclusive sur le raccordement en question.

Q45

Ce niveau tarifaire nous semble pas une bonne référence tarifaire. [...]. La seule manière de justifier un FAS de 450 € est de rémunérer l'OC via le tarif de sous-traitance bien au-delà de ses coûts réels. Comme les flux se compensent, toute translation des tarifs est neutre. On pourrait imaginer des FAS à 4 500 €, si les tarifs de sous-traitance étaient alignés. Mais le signal économique nous semble mauvais, et nous pensons que la trajectoire esquissée par l'Arcep d'une corrélation entre tarifs et coûts réels serait bien préférable. Le tarif de 450 € doit dans cette perspective être vu comme une erreur de l'histoire, à ne surtout pas reproduire.